



Présentation des résultats annuels 2010

mardi 15 février 2011

Transcription intégrale

Henri PROGLIO

Mesdames, Messieurs, merci d'être des nôtres. Je suis bien sûr très heureux de vous accueillir aujourd'hui pour vous présenter les résultats de 2010 du Groupe EDF. Vous savez qu'ils ont été réalisés dans un contexte particulièrement complexe. Nous y reviendrons bien sûr tout au long de cette séance.

Les défis ont été nombreux, aussi bien sur le plan industriel et financier, et le résumé des faits marquants que je vais aborder est là pour en attester. Le premier des défis s'imposait de lui-même, je vous l'avais dit dès le début de mon arrivée dans cette Maison, c'était le retour à la performance opérationnelle optimale, sans laquelle il serait bien sûr vain de chercher à remplir une mission de service public auprès de nos clients.

La performance opérationnelle est le véritable élément de solidité de tout groupe industriel. Elle est aujourd'hui au rendez-vous. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Le deuxième défi était celui d'un désendettement efficace, qui soit capable de rendre à ce Groupe les marges de manœuvre nécessaires et qui n'handicape pas sa capacité opérationnelle. Nous avons pris à bras le corps tous les problèmes, réajusté la valeur de nos actifs, vous l'avez vu dans nos comptes, ainsi que passé les provisions pour risque, procédé aux changements des périmètres nécessaires.

Toutes ces mesures aboutissent à une profonde reconfiguration du périmètre du Groupe, avec certes 3 milliards de coûts exceptionnels, mais il fallait bien remettre à leur valeur véritable un certain nombre d'actifs, plus particulièrement les États-Unis et l'Italie. Comme vous le savez, les États-Unis c'était réglé au 30 juin. On a donc passé une provision sur l'Italie au 31 décembre. A ce jour, le Groupe est dérisqué. Le profil des risques s'est en effet significativement amélioré. On le verra tout à l'heure dans le détail. Ce chiffre exceptionnel est le coût de la visibilité mais aussi, en corollaire, le prix d'un potentiel de croissance et d'une assise financière nettement renforcée. Entrons tout de suite dans le vif du sujet.

Transcription intégrale

Je viens de planter le décor de 2010. Le premier fait marquant de l'exercice, comme vous le voyez au tableau, c'est l'amélioration de la performance opérationnelle du Groupe. Elle est particulièrement notable en France, où la production d'électricité progresse de 22 TWh. Soulignons le bon niveau de production d'origine hydraulique, mais aussi la forte hausse de la production d'origine nucléaire supérieure de 18 TWh à celle de l'exercice précédent. Cette tendance est confirmée au cours du mois de janvier, puisque, comme vous le savez, le niveau de production nucléaire mensuel a franchi un nouveau palier jamais atteint dans l'histoire du Groupe EDF pour ce qui concerne le parc nucléaire, en l'occurrence 43,9 TWh de production au cours du mois de janvier.

En outre, les indicateurs techniques, qu'il s'agisse d'indisponibilité fortuite pour le nucléaire et le thermique, du taux de réponse pour le parc hydraulique, montrent que l'ensemble des moyens de production réalisent tous des progrès tout à fait remarquables. Cette amélioration de performance ne se limite pas à la France. Outre-Manche, comme nous l'avons indiqué lors de notre réunion en décembre dernier, à l'occasion d'une conférence consacrée à nos activités au Royaume-Uni, nous devrions atteindre dans les prochaines semaines une puissance de 90 % sur un des AGR et ce pour la première fois depuis 2006.

Pour revenir à la France, il est important de souligner que cette meilleure production s'est accompagnée d'une hausse limitée des charges opérationnelles de l'ordre de 1,5 % qui évolue au rythme de l'inflation. Hausse de la production, maîtrise des coûts, bonne performance des activités de réseau en France, contribuent également à la croissance de l'EBITDA qui atteint 5,2 %. Tout cela a été rendu possible grâce à un engagement sans faille de nos équipes, dans quelque domaine d'activité que ce soit du Groupe, mais aussi parce que nous avons poursuivi et accru de 10 % les investissements opérationnels en France, notamment dans la production et dans les réseaux, avec un chiffre d'investissement qui atteint pratiquement 8 milliards d'euros.

Transcription intégrale

En revanche, je viens d'y faire allusion, nous avons été confrontés, au cours de l'exercice, d'abord à une conjoncture difficile, inutile de le préciser, sur les principaux marchés énergétiques mondiaux, mais d'autre part également, à des perspectives d'évolution incertaines de ces mêmes marchés, la cause principale en étant, comme vous le savez, l'effondrement des prix du gaz dû aux ressources non conventionnelles aux États-Unis, et qui a eu des répercussions sur l'ensemble des marchés mondiaux de l'énergie, dont nous subissons indirectement les conséquences, puisque nous sommes un petit acteur gazier, mais l'ensemble des prix de l'énergie a été impacté.

Alors, nous enjoignons à la prudence. Nous nous sommes imposé une contrainte de rigueur de présentation et c'est donc dans ce contexte-là que les chiffres de provision ont été établis. C'est une annonce certes difficile mais qui met le Groupe à l'abri des risques.

Les éléments non récurrents se montent à 2,9 milliards d'euros, avec 1 milliard dédié aux États-Unis, vous le savez, on l'avait constitué au premier semestre, et ce montant n'a pas été recorrecté malgré la baisse conjoncturelle et la baisse des prix de l'énergie aux États-Unis au cours du deuxième semestre, du fait de la négociation qui avait été menée et qui nous a permis de nous mettre à l'abri des risques à la fois inhérents au *put*, comme vous le savez, mais également à l'évolution conjoncturelle. Donc pas d'évolution de la provision américaine au titre de l'année.

Nous avons consacré 900 millions au titre de l'Italie. Autres éléments non récurrents tels que la provision TaRTAM pour environ 300 millions d'euros. S'y ajoutent par ailleurs 400 millions d'euros qui sont pure écriture comptable, puisque comme vous le savez sans doute, les règles de comptabilité font que les différentiels d'échange qui avaient été intégrés directement dans les bilans, conformément à la réglementation comptable au cours des exercices précédents et liés au réseau britannique, au moment de la cession de ces réseaux doivent repasser en compte de résultat. Cela n'a aucun impact sur les chiffres véritables de l'entreprise. Ça impacte

Transcription intégrale

le compte de résultat, avec un effet cumulé le jour de la cession de ces actifs. Il y en a pour 400 millions d'euros, donc sur les 2,9 milliards qui sont consacrés aux provisions exceptionnelles cette année, 400 ne sont qu'une écriture comptable de correction liée à la norme comptable qui nous oblige à repasser en compte de résultat ce qui avait déjà été placé en bilan. Donc ça impacte sans conséquence le résultat d'exercice, puisque c'était déjà écrit dans les bilans.

L'ensemble de ces éléments exceptionnels sont sans impact sur les cash-flows du Groupe et donc sur son potentiel de croissance. Le Groupe, aujourd'hui plus qu'hier, dispose effectivement d'un très fort potentiel de croissance, puisque comme vous le savez, EDF a réalisé les arbitrages d'actifs dont l'impact très significatif se voit sur le périmètre de consolidation du Groupe. Je rappelle qu'EDF a cédé ses réseaux de distribution britanniques en octobre 2010 pour un montant de 6,7 milliards d'euros et a annoncé la cession de sa participation au capital d'EnBW, société allemande du Bade-Wurtemberg pour 7,3 milliards d'euros de valeur d'entreprise intégrant l'equity et la dette dans la proportion d'à peu près 4,7 milliards pour les titres et le reste sur la dette, transaction opérée en décembre dernier et qui sera effectuée avant la fin de ce mois, réalisée définitivement.

Par ailleurs, à la suite du changement de gouvernance au sein de RTE intervenu en fin d'exercice, les résultats de RTE sont désormais consolidés par mise en équivalence dans les comptes, ça veut dire que le chiffre d'affaires et l'EBITDA disparaîtront, mais que nous garderons la quote-part de résultat.

Au total, l'impact de ces trois changements de périmètre sur l'endettement du Groupe s'élève à 20 milliards d'euros. Comme vous le voyez, cet exercice aura été l'année de reconfiguration du Groupe qui dispose désormais d'un potentiel de croissance renforcé et d'un profil de risque très significativement amélioré.

On retrouve ce que je viens de vous dire dans les principaux chiffres de 2010. Le chiffre d'affaires s'élève à 65,2 milliards d'euros, en croissance de 10,2 %, à périmètre et change

Transcription intégrale

constant, la croissance organique ressort à 4,6 % ; traduisant l'amélioration de la performance opérationnelle, l'EBITDA de 16,6 milliards enregistre une croissance organique légèrement supérieure à 5,2 % hors effet de prolongation du TaRTAM.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1,020 milliard. Il intègre évidemment les éléments non récurrents nets d'impôt pour 2,9 milliards d'euros que je viens de préciser.

Hors ces éléments non récurrents et hors impact de la norme IAS 39 sur la comptabilisation des couvertures, le résultat net courant de l'exercice s'établit à 3,961 milliards en hausse de 11,3 % et illustre la bonne performance sous-jacente du Groupe en 2010.

Enfin, l'endettement net en fin d'année 2010 s'élève à 34,4 milliards d'euros contre 42,5 milliards un an auparavant et le ratio d'endettement reporté à l'EBITDA est de ce fait réduit à 2,2 contre 2,5 au titre de l'exercice 2009.

Bien entendu, vous l'avez compris, ce ratio ne tient pas compte de la cession d'EnBW puisque l'encaissement n'a pas encore eu lieu et il sera effectué en fin de ce mois et après encaissement des sommes correspondantes, le ratio de couverture sera de 1,9, c'est donc le chiffre à retenir au titre de 2010, puisque le reste n'est qu'un décalage d'encaissement de cessions déjà réalisées.

Ces résultats sont tout à fait conformes aux objectifs financiers que nous nous étions fixés pour 2010. En matière d'EBITDA, l'objectif est dépassé, puisqu'il affiche 5,2 % d'amélioration en croissance organique hors TaRTAM, alors que notre objectif était compris entre 3 et 5 %. Le ratio d'endettement sur EBITDA sur une base *pro forma* post-cession d'EnBW s'établit donc à 1,9. Je rappelle que notre objectif était compris entre 2,5 et 3.

Sur proposition de notre Conseil d'administration qui s'est réuni hier, un dividende de 1,15 euro sera soumis au vote de l'Assemblée générale au mois de mai et je passe la parole à Thomas PIQUEMAL qui va vous commenter en détail l'ensemble des résultats de 2010.

Transcription intégrale

Thomas PIQUEMAL

Mesdames et Messieurs, bonjour. Je vais donc maintenant vous présenter et vous expliquer les résultats 2010 du Groupe EDF. Comme il est d'usage, je vais commencer par la minute comptable pour vous confirmer que nous avons utilisé au 31 décembre 2010 le même référentiel de normes que celui que je vous avais indiqué au 30 juin 2010 avec IFRIC 18 et IAS 39, IAS 39 que nous avons retraité de l'EBITDA mais également pour la première fois du résultat net courant afin de refléter la performance opérationnelle du Groupe. Vous voyez ici les effets de volatilité qui sont tout à fait significatifs et qui nous a semblé nécessaire de retraiter aux deux niveaux.

Si le référentiel comptable est le même, le périmètre, lui, a changé. Nous avons procédé à trois opérations majeures, sur la deuxième partie de l'année, sur le deuxième semestre avec la cession des réseaux britanniques, qui sont intégrés dans nos comptes sur toutes les lignes pour dix mois, puisque nous avons procédé à la cession définitive au mois d'octobre et la contribution à la réduction de la dette du Groupe est de 6,7 milliards d'euros fin 2010. Concernant la cession de la participation d'EnBW, comme le Président vient de l'indiquer, nous n'avons pas encore encaissé le produit de cession. Ceci devrait être fait dans les jours qui viennent, donc nous n'avons pas dans le bilan au 31 décembre l'effet du désendettement de 7,3 milliards, mais conformément à la norme IFRS 5, nous avons présenté la contribution d'EnBW sur l'ensemble de nos lignes du compte de résultat et de cash-flow sur une ligne séparée qui s'appelle « actifs disponibles à la vente ». Nous n'avons donc pas dans nos chiffres la contribution à l'EBITDA du Groupe.

Enfin, le passage en consolidation par mise en équivalence de RTE s'est fait au 31 décembre et nous avons donc l'intégralité de la contribution à l'EBITDA et au cash-flow du Groupe, dans les comptes sur l'exercice 2010. Ceci est un peu complexe parce que chacune de ces opérations a son propre traitement comptable. C'est la raison pour laquelle, à la fin de ma présentation, je

Transcription intégrale

vous donnerai les chiffres clés du Groupe, sur la base des résultats 2010 mais dans son nouveau périmètre.

Le chiffre d'affaires pour l'année 2010 s'établit à 65,2 milliards d'euros. Il est en progression globale de plus de 10 %, dont 4,6 % de croissance organique, qui se répartit en France pour plus de 2 milliards d'euros, et à l'étranger et dans les autres activités du Groupe pour environ 600 millions d'euros, ce chiffre reflétant une évolution contrastée dans les différents pays, avec une baisse du chiffre d'affaires en Angleterre, mais une croissance chez EDF Énergies nouvelles, en Europe centrale et au Benelux. Les effets de périmètre sont significatifs : 2,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires, malgré la cession des réseaux britanniques de la centrale d'Eggborough puisque nous avons consolidé, pour la première année, les douze mois de SPE et de CENG aux États-Unis. L'EBITDA est de 16,6 milliards d'euros. Ce chiffre inclut une charge liée à l'extension du mécanisme du TaRTAM, 380 millions d'euros. Ces 380 millions d'euros portent sur le deuxième semestre 2010 mais également sur la provision que nous avons constituée pour le premier semestre 2011, puisque ce dispositif s'arrête au 30 juin. Retraité de cette charge, l'EBITDA du Groupe est de 17 milliards d'euros. Vous le voyez sur ce graphique une croissance organique significative de 833 millions d'euros, soit +5,2 % par rapport à 2009 et ceci malgré une performance en baisse significative de nos activités de *trading* : - 279 millions d'EBITDA. Ce chiffre de croissance organique a été obtenu grâce à la très bonne performance de la France et à la stabilité de nos autres activités.

L'EBITDA du groupe est donc en hausse de 5,2 % à périmètre et change constants et hors TaRTAM, mais l'EBIT est en baisse à 6,2 milliards d'euros contre 9,3, puisque l'essentiel des charges non récurrentes est comptabilisé au-dessus de l'EBIT. Retraité de ces éléments non récurrents, vous retrouvez là en périmètre et change constants la même progression de l'EBIT courant à 5 % que celle que je vous ai indiquée tout à l'heure au niveau de l'EBITDA.

Transcription intégrale

Le résultat net publié du Groupe est de 1 milliard d'euros. Il inclut 2,9 milliards d'euros, comme l'a indiqué le Président tout à l'heure, de charges non récurrentes ou purement comptables. Retraité de ces éléments, le résultat net courant est de 3,961 milliards, pratiquement 4 milliards d'euros, +11,3 % par rapport à l'année précédente. C'est ce chiffre qui témoigne de la bonne performance opérationnelle du Groupe dans l'ensemble de ses métiers.

Ces éléments non récurrents de 2,9 milliards d'euros portent principalement sur les États-Unis (1 milliard), l'Italie (915 millions), d'autres dépréciations d'actifs comme par exemple les centrales à charbon en Angleterre qui ont subi la baisse très marquée des *dark spreads* ainsi que la charge d'extension du TaRTAM pour 250 millions d'euros environ de charges nettes d'impôts. Je ne reviens pas sur le reclassement en résultat des écarts de conversion cumulés en capitaux propres, -400 millions qui est un effet de recyclage lié à la norme IAS 27.

Ce qui s'est passé aux États-Unis au cours du second semestre, par rapport au 30 juin, c'est tout d'abord une nouvelle dégradation des prix, un tassement des prix *forward*, aussi bien sur le gaz que sur l'électricité, qui impacte naturellement la valeur de notre participation dans le nucléaire existant de Constellation qui s'appelle CENG. Malgré cette dégradation qui s'est poursuivie, la provision est inchangée au 30 juin, grâce à la négociation avec Constellation et l'accord que nous avons passé, qui a permis de supprimer la menace de l'exercice de l'option de vente de 2 milliards de dollars, pour un coût de 123 millions de dollars payés en titres Constellation, je vous le rappelle. Au global, la provision est inchangée, mais a été réallouée sur les activités de nucléaire existant CENG.

En Italie, le marché est caractérisé par des marges sur le gaz qui sont en forte baisse, des surcapacités structurelles dans le domaine du marché de l'électricité et pour l'ensemble de nos actifs, que ce soit Fenice qui intervient dans le domaine de *l'outsourcing* industriel principalement pour le Groupe Fiat, TDE qui est la *holding* par laquelle nous avons organisé le

Transcription intégrale

co-contrôle d'Edison avec notre partenaire A2A, et Edison. Nous avons considéré que nous devions provisionner un risque global, de 915 millions d'euros qui incluent également la dépréciation du goodwill Fenice.

L'EBITDA du Groupe, 16,6 milliards, est en hausse de 4,4 %, mais le cash-flow libre du Groupe est négatif de 300 millions d'euros contre un cash-flow positif de 242 millions d'euros l'année précédente. Ce chiffre est négatif malgré l'encaissement de la première tranche d'Exeltium (1,7 milliard d'euros au cours du premier semestre). La raison de ce cash-flow libre négatif est à rechercher tout d'abord dans la charge de CSPE, l'augmentation du déficit de compensation de la CSPE qui est très significatif pour notre Groupe, puisque fin 2010, nous en avons pour 2,8 milliards d'euros d'impayés et de non compensés dans nos comptes. C'est une dégradation du BFR d'1 milliard d'euros. C'est très significatif pour le Groupe et cela vient peser sur son cash-flow libre. La raison de ce cash-flow libre négatif est également à rechercher dans le fait que le cash-flow opérationnel (11,4 milliards) est inférieur aux investissements opérationnels du Groupe, 12 milliards d'euros. En effet, au cours de l'année 2010, le Groupe a poursuivi son effort d'investissement (+4 %) dans son ensemble, dont plus 10 % en France. Vous voyez ici la principale des compositions (40 % dans le domaine régulé, 60 % dans le domaine non régulé), avec également une répartition pratiquement à parité entre les investissements dans les nouvelles capacités, par exemple le nouveau nucléaire ou les nouveaux cycles combinés à gaz mais également dans la maintenance du parc dont le nucléaire pour près de 2 milliards d'euros en 2010.

En matière de développement, plus de 3,3 milliards d'euros ont été consacrés au développement du Groupe en 2010. Ce chiffre se répartit pour un tiers dans le domaine nouveau nucléaire. Il s'agit là bien sûr de Flamanville 3 mais également des projets britanniques, un tiers dans le domaine des énergies renouvelables, le reste étant constitué de nouveaux cycles combinés à gaz comme à West Burton au Royaume-Uni ou en France.

Transcription intégrale

La dette du Groupe aurait augmenté avant opération de cession, compte tenu de ce cash-flow libre négatif de 300 millions d'euros, de la dotation aux actifs dédiés (1,3 milliard d'euros) qui, certes inférieure à ce qui avait été prévu à l'origine du fait de l'apport de 50 % des titres RTE dans les fonds d'actifs dédiés, mais constitue tout de même un décaissement de 1,3 milliards d'euros, du fait du paiement du dividende et d'autres effets. Cette augmentation traduit, comme je le disais, l'effort d'investissement, l'insuffisance de cash-flow opérationnel, et ce déséquilibre est notamment flagrant en France, où l'augmentation de la dette propre sur le périmètre purement français d'EDF a été de + 2 milliards d'euros en 2010. Certes, les opérations financières viennent réduire la dette : la cession des réseaux, la mise en équivalence de RTE, pour arriver à un chiffre publié de 34,4 milliards d'euros et un chiffre *pro forma* de 27,3 milliards d'euros en tenant compte de l'encaissement du produit de cession d'EnBW qui devrait intervenir, comme je l'ai dit, dans les jours qui viennent. Un mot sur la mise en équivalence de RTE : il ne s'agit pas simplement d'une déconsolidation de dette, du fait de la mise en équivalence, mais il s'agit surtout de l'optimisation du portefeuille d'actifs dédiés, grâce à l'affectation de 50 % des titres RTE dans notre portefeuille d'actifs dédiés. Nous avons constitué une classe d'actifs régulés qui permet de diminuer le risque de notre portefeuille et surtout d'éviter 2,3 milliards d'euros d'endettement supplémentaire. Vous le voyez, la dotation a coûté au Groupe 1,3 milliards, sur la durée de constitution de ces actifs, l'affectation des titres RTE permettra d'éviter 2,3 milliards d'euros de dettes tout en optimisant sa gestion.

Je pensais qu'il était peut-être aussi utile de préciser les actifs dans lesquels nous avons investis ou que nous finançons et qui ne produisent à ce jour aucune contribution à l'EBITDA ou au résultat du Groupe. On l'a vu tout à l'heure, près de 27 milliards de dette *pro forma* dont près de 10 milliards d'actifs ne rapportent rien à EDF. Ils ne rapportent rien parce qu'ils sont en construction. Il s'agit du nouveau nucléaire (4 milliards d'euros), d'EDF Énergies nouvelles

Transcription intégrale

(environ 1) ou d'autres projets dont j'ai parlé tout à l'heure (1,7 milliards) mais aussi parce qu'ils ont été constitués et ne portent pas intérêt, la CSPE (2,8 milliards d'euros). Au total, dans notre dette de 27 milliards, nous avons pour près de 10 milliards d'euros d'actifs qui ne contribuent pas au résultat du Groupe.

Un mot peut-être sur les principaux pays, avant de passer aux chiffres *pro forma* d'EDF après les principales cessions. Un mot sur la France, l'EBITDA s'établit à 10,1 milliards d'euros, croissance de 7,7 %, grâce à un effet positif du climat (+ 200 millions d'euros des tarifs) mais surtout de l'augmentation de la production à la fois dans le domaine nucléaire et hydraulique. Vous voyez que près d'1 milliard d'euros d'EBITDA supplémentaire a été réalisé grâce à cela. Les OPEX ont été maîtrisés : -213 millions, c'est-à-dire environ 1,5 % d'augmentation des OPEX sur l'année.

Une autre façon de voir l'évolution de l'EBITDA est d'analyser les variations entre le non régulé et le régulé, principalement ERDF et RTE, vous voyez que la performance du régulé est tout à fait remarquable ; il s'agit là bien sûr de l'effet climat, de l'effet du TURPE mais aussi de la maîtrise des OPEX. Je précise également que la variation sur le non régulé inclut la charge non récurrente de TaRTAM, c'est la raison pour laquelle le pourcentage de croissance paraît faible. En matière de bilan électrique en France, vous le voyez sur la gauche, la production du nucléaire augmente de 18,1 TWh à 408 TWh. L'hydraulique est également en hausse (+3,7), ce qui a permis de baisser les achats nets sur les marchés de 5,6 et de compenser également la fin d'un certain nombre d'achats long terme et structurés, notamment le contraste net au global : -4,9 TWh. Sur la partie droite, les consommations (+10,6 TWh) dont environ 13 d'effet climat. C'est donc la consommation de notre portefeuille de clients qui explique cette variation.

La production nucléaire a augmenté de 4,6 % en France. Vous voyez, sur cette page, le prolongement de la courbe que nous avons présenté également lors de l'Assemblée générale du mois de mai. Nous avons rattrapé, mois après mois, notre retard par rapport à l'année 2009

Transcription intégrale

pour finir dans la fourchette que nous avons indiquée, avec une production de 408 TWh. Notre objectif est de maximiser la disponibilité du parc en période hivernale. D'ailleurs, cet effort s'est poursuivi en début d'année 2011, puisque nous constatons en janvier la meilleure production nucléaire que le Groupe ait jamais atteinte en un seul mois avec 43,9 TWh.

Le kd, l'indice de disponibilité du parc, est de 78,5 % en 2010, une hausse de 0,5 % par rapport à 2009, c'est le point d'inflexion qui marque l'amélioration de la performance industrielle en France après quatre ans de baisse. Ce chiffre a été atteint malgré le poids des avaries exceptionnelles, vous le voyez sur cette barre 2010 tout en haut : 5,2 points de kd qui ont disparu du fait des avaries exceptionnelles. Tout l'enjeu de 2011 réside dans l'amélioration de ces pertes liées aux avaries exceptionnelles, puisque nous avons comme objectif d'atteindre ou plutôt de faire baisser ce chiffre de 5,2 à 3,9 et de gagner ainsi 1,3 pt de kd, c'est grâce à cela que nous devrions compenser la perte de disponibilité liée, de façon mécanique, au nombre de visites décennales qui est plus important en 2011 qu'en 2010 : 9 visites décennales en 2011 contre 5 en 2010, c'est mécaniquement 1,5 point de kd en moins. C'est la raison pour laquelle notre objectif est d'atteindre au minimum en 2011 le même coefficient de disponibilité qu'en 2010.

Notre objectif, comme je l'ai dit, est de maximiser le kd d'hiver, de procéder à ces améliorations en poursuivant notre programme de remplacement des gros composants, ainsi que le déploiement des techniques de gestion des arrêts programmés, comme le COPAT qui montre toute son efficacité sur les centrales sur lesquelles il est en activité. Mais il n'y a pas que le kd du parc nucléaire chez EDF. Certes, il est en amélioration, mais le coefficient de disponibilité du parc hydraulique est aussi en amélioration. Il passe de 86,7 à 87,2 %. Je rappelle d'ailleurs que le coefficient de sollicitation du parc hydraulique aux demandes est proche de 100 %, plus de 99 %, ce qui témoigne de la grande maîtrise de nos équipes sur l'outil industriel hydraulique du Groupe EDF. Le thermique à flamme, de la même façon, a amélioré

Transcription intégrale

sa disponibilité en 2010, avec une baisse du coefficient d'indisponibilité non programmée significative de 8,6 % à 7,3 %. Bref, ces trois indicateurs montrent que l'ensemble du parc industriel d'EDF a amélioré sa performance en 2010 par rapport à 2009.

Un mot des investissements : +10 % en France, + 700 millions d'euros, avec une répartition de cette croissance entre le domaine régulé (+10 %) et le domaine non régulé (+9 %) avec naturellement une part significative de développement dans le nucléaire : 839 millions d'euros, il s'agit là principalement de Flamanville.

La performance de nos activités britanniques est en recul de 5,9 %, mesurée en termes d'EBITDA à 2,7 milliards d'euros, principalement au-delà d'effet de périmètre, du fait de l'arrêt fortuit de la centrale de Sizewell qui nous a coûté environ 4 TWh. C'est ce qui explique principalement le recul de l'EBITDA de 180 millions d'euros, vous le voyez ici, en variation organique. C'est principalement l'effet à noter en Angleterre au cours de l'année 2010, avec un mix de production qui a évolué. Vous voyez sur la partie gauche que la sollicitation du parc thermique a été plus faible que 2009, pour un recours accru au marché, c'est lié à l'évolution des *spreads* avec une variation de l'utilisation de la production marquée par la fin d'un certain nombre de contrats de *British Energy*, ce qui explique une grande partie des -12 TWh sur la partie droite.

En Italie, l'EBITDA est pratiquement stable, grâce notamment à la perception d'un produit non récurrent chez Edison, lié à la résiliation anticipée d'un certain nombre de contrats, ce qui a permis de générer 84 millions d'euros d'EBITDA non récurrents, 84 millions d'euros en part EDF, c'est-à-dire 50 %.

Fenice a connu un retour de sa rentabilité opérationnelle au niveau de 2008 après un creux en 2009. Au global, dans un contexte de contraction des marges, le chiffre d'EBITDA est à peu près stable par rapport à 2009.

Transcription intégrale

Dans le segment « autres international », ce sont les chiffres de croissance organique qu'il faut regarder, du fait des effets de périmètres SPE et CENG. Vous voyez que la croissance de l'EBITDA est significative (+8 %). C'est l'ensemble des pays qui ont contribué à cette croissance, aussi bien en Pologne (+4,5 %), que dans le reste de l'Europe centrale, grâce notamment aussi à la mise en service de cycles combinés à gaz aux Pays-Bas dont nous détenons 50 %, et à la bonne performance de SPE dont l'intégration a été réussie au cours de l'année 2010.

Dans les autres activités, à noter le fort recul des activités de *trading*, pratiquement moins 280 millions d'EBITDA. Ce chiffre traduit le ralentissement de l'activité en l'absence de visibilité sur le marché. C'est-à-dire que, afin de faire diminuer le risque sur notre portefeuille d'activités, les équipes de *trading* ont préféré diminuer le domaine d'intervention, notamment au cours du deuxième trimestre, ce qui a occasionné une baisse de rentabilité par rapport à l'année 2009 qui avait été exceptionnelle. EDF Énergies nouvelles a connu une forte progression de son EBITDA (+1/3), et a largement commenté là-dessus, le reste des activités ayant connu une légère croissance de 2,9 %. Au global, un segment qui est en retrait de 7 % du fait du *trading*.

Alors, comme je vous l'ai dit en introduction, les variations de périmètre et les variations significatives de cession modifient le référentiel de nos comptes ainsi que la capacité bénéficiaire. Vous avez sur ce tableau les principaux chiffres et la contribution de ces principales activités cédées à nos résultats en 2011 afin que vous puissiez analyser l'effet de ces cessions sur nos comptes. Au global, un peu plus de 20 milliards d'euros de désendettement qui se répartissent donc principalement sur ces trois opérations. Le résultat net courant 2010 au Groupe ajusté au nouveau périmètre est de 3,1 milliards d'euros. Il se rapproche du résultat net part du Groupe publié d'1 milliard en rajoutant la contribution des activités cédées 856 millions d'euros, pour retomber sur le résultat net courant que je vous ai commenté précédemment, près de 4 milliards d'euros.

Transcription intégrale

Deux commentaires sur ce tableau : le premier c'est que le résultat net courant ajusté de 2010 (3,1 milliards) a été calculé en retenant par convention une rémunération des produits de cession des actifs EnBW et réseau britannique à 1 % avant impôt, qui est environ le taux auquel nous plaçons notre trésorerie, c'est un taux peu risqué qui nous pénalise en 2010, ces cessions sont dilutives l'année où nous les faisons, puisque nous n'avons pas encore réemployé les fonds, c'est ce qui se traduit dans ce chiffre de 3,1 milliards.

Deuxième commentaire, c'est la progression sur le périmètre que nous conservons entre 2009 et 2010 puisque vous voyez qu'en 2009, sur ce périmètre, le résultat net courant ajusté du Groupe était de 2,7 milliards d'euros.

Les autres chiffres clés du Groupe sont présentés ici : un chiffre d'affaires de 63,4 milliards, EBITDA de 14,2 milliards. Il s'agit là de chiffres 2010 retraités au périmètre 2011 ainsi qu'un chiffre d'investissement de près de 10,3 milliards. C'est sur la base de ces chiffres que nous avons déterminé les objectifs, que va vous présenter dans un instant le Président, Henri Proglia. Merci beaucoup.

Transcription intégrale

Henri PROGLIO

Merci beaucoup Thomas. Alors quelques mots de conclusion avant de passer aux questions. Je voudrais revenir brièvement sur 2010 et bien sûr sur les enjeux du groupe pour 2011. Avant cela, je voudrais vous transmettre ma conviction profonde sur EDF.

Ce Groupe possède des atouts concurrentiels tout-à-fait considérables, aussi bien en France qu'à l'international, et regarde l'avenir avec beaucoup d'enthousiasme et de détermination. La priorité était donc de consolider nos positions et de nous renforcer. Cela passait en priorité par la maîtrise industrielle, sans laquelle, bien entendu, comme je vous le disais tout à l'heure, il ne peut pas y avoir de véritable *leadership*, et comme on l'a démontré au cours de cette année 2010, et comme les chiffres qui viennent d'être présentés en attestent, le processus a été déjà largement engagé et les premiers fruits ont été récoltés au cours de l'année. Il s'agit évidemment des chiffres en matière de performance du parc, de production qu'il s'agisse du nucléaire ou de l'hydraulique. J'y ajouterai également le thermique qui a également formidablement bien répondu aux attentes. 22 TWh de production supplémentaire par rapport à 2009, c'est bien sûr une première étape très positive, mais ce n'est qu'une première étape. Alors n'importe quelle activité industrielle le prouve, il n'y a pas de maîtrise industrielle durable sans investissements opérationnels, et nous avons, vous l'avez vu, consacré un total de 12,3 milliards d'euros à de nouveaux investissements, dont près de 8 milliards d'euros – je vous le disais tout à l'heure – en France, dès l'exercice 2010. Investir, c'est préparer l'avenir en maintenant l'existant, en le faisant durer, comme notre parc de production, ou en améliorant la performance des réseaux, ce qui a été également le cas en 2010. Ça n'a pas été jusqu'ici suffisamment mentionné, mais pour la première année depuis dix ans, l'amélioration du service offert, même s'il est encore insuffisant, a été au rendez-vous, puisque le temps de

Transcription intégrale

coupure a été inférieur aux exercices précédents et à l'exercice précédent se dessine une inversion de la courbe là aussi pour la première fois depuis dix ans.

Investir, c'est aussi anticiper les évolutions et investir dans de nouveaux moyens de production, qui contribueront à la croissance des résultats dans les prochaines années. C'est tout l'enjeu des 3,3 milliards d'euros consacrés aux investissements de développement en 2010. Préserver l'avenir, c'est également ne pas être pris en défaut sur des risques non identifiés ou mal estimés. Pour les mêmes raisons de dégradation ou d'incertitude sur certains marchés, nous avons, comme vous l'avez vu, procédé à certains arbitrages comme la cession de réseau de distribution britannique, dont je souligne une fois encore l'excellente performance, qui nous a permis une très bonne évaluation de ces réseaux, excellente performance due aux très bonnes équipes d'EDF Energy, ou notre participation dans EnBW. Cette position, la position que nous avons dans EnBW, et surtout son évolution, ne correspondaient plus à notre volonté de jouer un rôle d'actionnaire industriel qui doit être le nôtre en tout état de cause, et c'est la raison qui a conduit à l'acceptation de la proposition qui nous a été faite. Ces opérations contribuent largement à l'amélioration de notre profil de croissance, si on y ajoute en plus la mise en équivalence de RTE et du désendettement qui y est associé. Avec 20 milliards de réduction de dette, nous retrouvons la marge de manœuvre voulue, pour servir nos nouvelles ambitions, notamment dans le développement de notre activité à l'international. Et puis, vous m'avez entendu dire à plusieurs reprises qu'il n'y a pas d'aventure industrielle sans réussite humaine. Il ne s'agit pas d'une phrase lancée au hasard d'une conversation, mais bien entendu beaucoup plus et uniquement une véritable conviction de ma part. Notre ambition sociale et plus largement l'ambition que nous avons dans l'évolution de nos ressources humaines, s'inscrit dans une conviction profonde que les compétences doivent être au cœur de notre dispositif. C'est particulièrement sensible dans un Groupe industriel tel que le nôtre où la technicité est très élevée et qui requiert des

Transcription intégrale

compétences sans équivalent. Il nous faut veiller, bien entendu, à les conserver, à les enrichir, à les transmettre, d'autant que dans les cinq ans qui viennent plus de 40 % de nos collaborateurs devront être remplacés pour cause de départ à la retraite. À cet effet, nous avons lancé un grand programme de renouvellement des compétences et de recrutement, pour préparer la succession des générations qui ont construit EDF telle que nous la connaissons et qui seront amenés à passer le témoin dans les années qui viennent. Cette très grande ambition sera concrétisée par un programme que nous avons appelé Défi et qui concerne la création de campus, de formation, de création de compétences, et qui vise à reconstruire la vitrine sociale qui va être celle d'EDF partout dans le monde.

Dans le même esprit, nos trois grands métiers que sont la production, les réseaux et la commercialisation ont été placés au cœur de notre organisation managériale. Les responsabilités par exemple d'Hervé Machenaud et de Pierre Lederer à la croisée des métiers et des zones géographiques, l'Asie pour l'un, l'Europe continentale pour l'autre, en sont de fortes illustrations.

2010 a bousculé beaucoup de choses et il nous faut désormais aller plus loin. J'aurai l'occasion de vous présenter beaucoup plus en détails, avec le Comité exécutif, la stratégie industrielle et la stratégie de développement international du Groupe au printemps. À ce stade, je voudrais simplement partager avec vous quelques enjeux pour 2011.

Le premier concerne la France, avec bien sûr la réforme du marché de l'électricité qui sera décisive, sur le plan économique, industrielle et financier pour EDF. Votée en décembre 2010, elle contient des dispositions qui devraient permettre à EDF de préserver ses intérêts patrimoniaux. Par exemple, la référence au TaRTAM comme prix de départ de l'ARENH ou la couverture de l'ensemble des coûts et d'une juste rémunération de l'investissement réalisé par EDF pour l'établissement du calcul de l'ARENH. Il reste quelques incertitudes quant aux modalités d'application de la réforme qui figureront dans les textes d'application de la loi. La

Transcription intégrale

performance industrielle reste évidemment au cœur de nos priorités. 2010 a été, nous vous l'avons dit, une année d'inflexion. Il nous faudra confirmer en 2011 et notamment augmenter notre capacité de production, malgré un nombre beaucoup plus élevé de visites décennales qui augurent par ailleurs de notre capacité à obtenir l'extension de durée de vie de notre flotte nucléaire qui, comme vous le savez, est un élément décisif de notre capacité à créer de la valeur.

Dernier sujet propre à la France, le renouvellement des concessions hydrauliques. Que les choses soient claires dans ce domaine, nous nous y préparons bien sûr activement, et nous entendons non seulement garder nos concessions, mais en gagner de nouvelles, à commencer évidemment par les premières qui seront ouvertes à la concurrence. Notre second enjeu va se jouer, bien entendu aussi sur la scène internationale, où nous disposons d'ores et déjà de très fortes positions, qu'il s'agisse de l'Europe, de l'Asie ou désormais de l'Amérique du Nord.

2011 sera l'année de la réforme énergétique en Grande-Bretagne, qui devrait constituer une nouvelle étape décisive, avant la prise de décision définitive d'investissement concernant la construction de nouvelles centrales de type EPR au Royaume-Uni.

Je rends hommage d'ailleurs à nos équipes britanniques pour la qualité et l'efficacité des performances opérationnelles qui ont été réalisées en 2010 – merci Vincent – mais également pour la contribution décisive qu'ils ont eue dans l'évolution de la réglementation britannique en matière d'énergie. Vous savez à quel point ce sujet est essentiel dans le contexte des investissements très lourds à réaliser, dans le domaine de l'énergie.

Plus globalement, nous devons continuer à renforcer nos positions, notamment dans les zones géographiques comme l'Europe centrale où subsiste un important potentiel de croissance et où nous occupons des positions très fortes et rentables. Les chiffres qui ont été présentés en attestent.

Transcription intégrale

Autre objectif à l'international : nous positionner bien sûr sur les grands appels d'offres internationaux, ce que nous réussissons, en sachant nous appuyer plus encore que d'habitude sur nos cœurs de métier, combinant les trois rôles de producteur, d'exploitant de réseau et de commercialisateur. Si tous ces points sont à réussir à court terme, la feuille de route exige évidemment de voir plus loin. Compte tenu de l'évolution de notre monde, notre capacité à anticiper sera une des clés de notre réussite. Les enjeux liés au développement des gaz non conventionnels aux États-Unis qui ont, comme vous le savez, on le redisait tout à l'heure, impacté fortement les métiers de l'énergie illustrent à quel point la prospective est essentielle si nous voulons conserver et accentuer notre *leadership* dans le monde de demain.

Cela passe naturellement par le renforcement de nos compétences. C'est tout le sens des 13 académies de métiers qui sont progressivement déployées, l'accord Défi Formation qui, comme je vous le disais, a été signé avec toutes les organisations syndicales en décembre dernier, répond aux besoins de développement et de renouvellement des compétences à l'échelle du Groupe en France et à l'international, mais c'est aussi notre capacité à penser des technologies de demain. De ce point de vue, la décision prise en fin d'année 2010 de faire du site de Saclay le principal centre de recherche et développement du Groupe afin de constituer avec les universités et autres Groupes présents un pôle d'excellence en innovation, constitue une étape tout à fait essentielle.

À titre d'illustration également, l'achat et l'investissement faits dans un grand calculateur pouvant réaliser 200 000 milliards d'opérations par seconde nous met au premier plan des groupes industriels dans le monde en termes de puissance de calcul. Ce calculateur nous permettra de réaliser des avancées significatives en matière de *smart grids*, compteurs intelligents, nécessitant le traitement de données volumineuses mais également dans la perspective des moyens de production et de l'utilisation qui en sera faite pour les ingénieurs dans le domaine notamment des grandes unités de production et du nucléaire en particulier.

Transcription intégrale

Enfin, dernière priorité, je devrais dire la première, c'est le client. Mettre le client au cœur de notre métier doit être plus qu'une simple incantation mais une priorité absolue. Ancrage dans les territoires, compréhension et anticipation des attentes des clients, approfondissement des démarches qualité et renforcement du service doivent être vécus au quotidien comme un élément essentiel de notre politique. Il nous reste, certes, encore beaucoup de chemin à faire dans ce domaine même si l'orientation a déjà été engagée.

En conclusion, on peut dire que 2011, qui ne fait que commencer bien sûr, s'annonce très active pour EDF et dire que quoi qu'il se passe dans le secteur de l'énergie, il faudra bien sûr compter avec EDF.

Alors pour cette année 2011, nous nous fixons trois objectifs financiers pour se limiter à la finance : une croissance organique de l'EBITDA comprise entre 4 et 6 %, un ratio d'endettement sur EBITDA compris entre 2 et 2,2. Un dividende au moins stable par rapport à celui de 2010, c'est-à-dire 1,15 euro par action au minimum. Il va de soi que ces objectifs reposent en particulier sur un certain nombre d'hypothèses dont celle de la mise en œuvre de la loi Nome avec un niveau de départ de l'ARENH de 42 euros/MW en cohérence avec le TaRTAM, conformément à ce que prévoit la loi Nome.

Enfin, dernier détail qui n'en est pas un pour les actionnaires : le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de 2011 de majorer de 10 % le dividende pour toute détention de titres de plus de deux ans consécutifs conformément aux dispositions législatives. C'est une prime de fidélité aux actionnaires individuels. Si l'Assemblée générale l'approuve, cette majoration s'appliquera, par conséquent, à partir de 2013.

Je vous remercie et nous sommes désormais à votre disposition avec Thomas et l'ensemble du Comité exécutif assis ici au premier rang pour répondre à toutes vos questions en donnant la priorité aux analystes et en disant à nos amis de la presse que nous allons nous retrouver ensuite pour une séance de questions qui leur est particulièrement dédiée.

Transcription intégrale

Emmanuel TURPIN

Emmanuel Turpin Morgan Stanley. Je voudrais débiter ces questions par deux questions pour essayer de clarifier votre *guidance* en commençant par les indications que vous avez apportées sur la dette nette, s'il vous plaît. Vous tablez sur une fourchette comprise en 2 et 2,2 fois la dette nette sur EBITDA. Vous l'appliquez à une fourchette d'EBITDA, pourriez-vous peut-être nous aider à resserrer cette fourchette en croisant les indications ? Est-ce que c'est du 29/33 ou du 30/32 pour commencer ? Quoi qu'il en soit, cela table sur une augmentation de dette par rapport au niveau ajusté 2010 qui est à 27. Prenez-vous en compte une deuxième soule Exceltium en 2011, suite à la première de 2010 ? Deuxièmement, quel budget de CAPEX prenez-vous en compte et quel déficit supplémentaire de CSPE budgétez-vous pour 2011, s'il vous plaît ?

Deuxièmement, sur le résultat net, nous n'avons pas de *guidance* spécifique sur le résultat net, nous avons de l'EBITDA. Nous partons de 3,1 milliards de résultat net ajusté, on rajoute entre 500 et 800 millions d'EBITDA si je ne me trompe pas. Pour ce qui est des amortissements, étant donné votre CAPEX à venir et les déconsolidations, sur combien devons-nous compter environ pour 2011 et pourriez-vous donner une indication d'évolution du coût de la dette moyenne, s'il vous plaît ? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Je vais traiter les questions sur la dette tout d'abord pour vous dire que, effectivement, la fourchette donne 29/33, mais que nous serons dans une fourchette plus resserrée, entre 30 et 32. Donc, au nord de 30, comme on dit en anglais. C'est un chiffre qui inclut le deuxième versement d'Exceltium et une dégradation du BFR naturellement liée à la CSPE. Difficile de quantifier très précisément puisque tout dépend du volume de projets, notamment dans le photovoltaïque, qui seront déterminés pour l'année à venir et, en matière de CSPE, notre

Transcription intégrale

principal objectif est de récupérer notre créance de 2,8 milliards fin 2010 et d'après nos anticipations, nous devrions la récupérer d'ici 2015-2017, en fonction des différentes hypothèses d'évolution du portefeuille et en supposant qu'elle augmente mais au minimum de 3 euros par MWh tous les ans.

En matière de coût de la dette, tout d'abord, je tiens à préciser que notre coût de la dette brut, en 2010, a été stable : 4,4 %, alors que nous avons augmenté la maturité moyenne de notre dette avec un certain nombre d'opérations, puisque la maturité moyenne est passée de 7,4 ans à 8,6 années. Notre objectif en matière de dette, c'est aujourd'hui de limiter le *cost of carry* puisque nous avons une liquidité qui est extraordinairement élevée (plus de 17 milliards d'euros fin 2010) qui augmentera du fait de l'encaissement du produit de cession EnBW. Cela a un coût extrêmement significatif, cela pèse considérablement sur notre résultat. Donc, pas de nécessité d'émissions, mais au contraire, une optimisation de notre coût de placement du cash.

En matière de résultat net, nous n'avons pas donné, effectivement, de *guidance*. Ce que je peux vous dire, nous sommes tout à fait à l'aise avec le consensus qui est publié d'ailleurs sur notre site et qui fait apparaître un résultat net courant pour l'année 2011 de 3,3 milliards d'euros. À nouveau, ce résultat net inclut un produit financier qui est extrêmement pénalisant pour le Groupe puisque, comme je vous le disais tout à l'heure, nous plaçons les produits de cession à 1 %. Nous avons comme ambition de placer ces produits à un taux supérieur grâce à notre politique d'investissement.

Voilà ce que je pouvais vous dire sur ces différentes questions. J'espère avoir répondu aussi précisément que possible.

Transcription intégrale

Analyste étranger

Tout d'abord, les choses n'étaient pas très claires ce matin quant à la guidance d'EBITDA. Pour nous simplifier la vie, pourriez-vous donner des chiffres plus précis que cette fourchette de 4 à 6 % ?

Ensuite, en ce qui concerne le nucléaire, vous avez progressé de 6 TWh par rapport à l'année dernière, et vous anticipez une croissance d'environ 6 TWh en glissement annuel. Vous voulez donc dire que, pour le reste de l'année, vous ne ferez pas mieux qu'en 2010. N'est-ce pas un peu trop prudent, étant donné votre évolution ?

Enfin, vous prévoyez dans ces objectifs 9,3 % d'arrêts non programmés, si je comprends bien la page 23. N'est-ce pas énorme ? Je pensais que de nombreuses entreprises étaient entre 1 et 2 % ?

Thomas PIQUEMAL

Alors, sur l'EBITDA, 4 à 6 %, c'est dans une fourchette 14,7 à 15. Voilà, donc sans aucun retraitement, c'est 4 à 6 % sur le chiffre que je vous ai indiqué, sans aucun retraitement du TaRTAM ou autre, puisque ce taux de croissance s'applique sur un EBITDA qui inclut la charge de TaRTAM et nous considérons que, sur 2011, nous aurons bien 12 mois de charges TaRTAM, 6 mois du fait de la prolongation du mécanisme, et 6 mois puisque le mécanisme de loi Nome d'ARENH prolongera le coût du TaRTAM.

Alors, sur la production nucléaire, la progression est supérieure à ce que vous avez cité, puisque en France, si je retrouve mon tableau, on a progressé très précisément de 18,1 TWh.

Analyste étranger

Mais moi je parle de 2011.

Transcription intégrale

Thomas PIQUEMAL

Oui. En fait, pour 2011, nous avons augmenté la production de 408 à 415, bien que notre hypothèse de taux de disponibilité minimum soit stable par rapport à l'année dernière (78,5).

Analyste étranger

Ce que je disais, c'est que vous allez rester stable le reste de l'année ?

Thomas PIQUEMAL

Je vous rappelle que nous avons neuf visites décennales chaque année et que nous visons à optimiser notre taux de disponibilité pendant l'hiver. Ce que vous soulevez correspond exactement à ce que je disais : nous essayons d'optimiser notre flotte pendant l'hiver. Je confirme l'objectif figurant à la page 43 – de 408 à 415 TWh – qui est plus élevé qu'en 2010, bien que notre taux de disponibilité soit stable.

Alors, sur les arrêts, peut-être *qu'Hervé peut répondre...*

Hervé MACHENAUD

Dans les arrêts non programmés, c'est 9 %, donc pour l'année 2010, c'est 5,2 de ce qu'on appelle les avaries exceptionnelles, c'est-à-dire sur les trois gros composants que sont les générateurs de vapeur, les alternateurs et les transformateurs. Pour le reste, les 5 % restants, qui étaient de 5,6 et qu'on envisage de réduire à 5,4 l'année prochaine, ce sont les arrêts non programmés, liés soit à des extensions de durée d'arrêt par rapport à la référence absolue, optimale des arrêts de tranche qui sont fixés comme étant la meilleure réussite, et puis des arrêts fortuits liés à d'autres facteurs qui ne sont pas liés aux gros composants que je citais. En gros – et on vous a déjà exprimé ça – compte tenu de la spécificité du parc français, qui suit la charge et qui est obligé d'arrêter ses centrales dans un certain nombre de cas, , on évalue à 6

Transcription intégrale

points de disponibilité les conséquences de la spécificité du parc français par rapport aux autres parcs. Donc, en gros, il y a 10 % d'arrêts programmés en indisponibilité et entre 5 et 6 % de spécificités du parc français. Au total, entre 15 et 16 d'où l'objectif, à moyen terme, d'arriver aux 85 %.

Thomas Piquemal

J'en profite juste pour répondre à quelques questions internet : questions de précisions sur la dette. Pourquoi la dette augmenterait en 2011 ? Au-delà des effets de CSPE que j'évoquais tout à l'heure, il y a également la poursuite de la relance des investissements, notamment en France, puisque l'enveloppe de CAPEX que nous prévoyons pour l'année 2011 au format que je vous ai expliqué, est supérieure aux 10,3 milliards d'euros qui sont indiqués en 2010, supérieure de l'ordre de 1 à 1,5 milliard d'euros. Cette augmentation traduit un effort significatif notamment dans la distribution, chez ERDF, mais également dans le domaine insulaire et bien sûr la poursuite de l'investissement dans le remplacement des gros composants, qui sont responsables des avaries que mentionnait à l'instant Hervé, ainsi que dans le nouveau nucléaire en Angleterre, donc au global une enveloppe de CAPEX qui est supérieure à l'année 2010.

Autre question rapidement sur le *write-off* des valeurs en Angleterre sur les stations à charbon. Effectivement, je l'ai mentionné tout à l'heure dans ma présentation, nous avons procédé à une dépréciation de l'ordre de 400 millions d'euros, des centrales à charbon, du fait de l'évolution des *dark spread*.

John HONORÉ

Bonjour, John Honoré, de la Société Générale. Si je peux me permettre, est-ce que vous pourriez revenir sur l'EBITDA ? Qu'est-ce que vous avez comme hypothèse de trading en fait

Transcription intégrale

puisqu'on a vu la contribution évoluer d'au moins 30 % cette année ? Sur les US, il y a un plan qui semble se dessiner, qui serait vous seul opérateur du site de Calvert Cliffs. Vous êtes en train de faire un montage très particulier pour arriver à ce point-là. Est-ce que vous pourriez revenir sur ce sujet et réexpliquer un peu comment cela se développe ?

Il y a également un sujet qui m'intéresse qui est les mines d'AREVA. Les mines d'AREVA, ça fait deux fois qu'on voit des développements sur quelqu'un qui pourrait rentrer dans les mines d'AREVA. Si ma mémoire est exacte, vous avez des contrats long terme de fourniture avec AREVA, donc je ne vois pas pourquoi cela aurait un intérêt pour EDF. Et l'enveloppe internationale, vous en avez parlé, Monsieur le Président, quel pays visez-vous? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Je réponds sur le *trading* pour dire que dans la *guidance* d'EBITDA que je vous ai donnée, nous avons considéré que les activités de *trading* contribuaient pratiquement pour la même chose. Nous avons une politique de risque qui est maîtrisée, donc n'anticipons pas de reprise des activités de *trading* par rapport à l'année 2010.

Les États-Unis, il ne s'agit pas d'un montage particulier. Il s'agit simplement de la poursuite de nos efforts, conformément à nos engagements vis-à-vis des parties prenantes américaines ; nos efforts pour déterminer dans quelles conditions nous serions capables de construire un réacteur EPR sur le site de Calvert Cliffs 3. Nous avons repris nos conversations avec les autorités américaines, l'ensemble des autorités américaines d'ailleurs, quinze jours après le *closing* de l'opération Constellation. Il s'agit – vous le savez – d'un projet extrêmement complexe, du fait de l'environnement de prix aux États-Unis de forte volatilité et du fait de l'absence de cadre réglementaire ou de perspective de cadre réglementaire, comme ça peut exister par exemple au Royaume-Uni.

Transcription intégrale

Vous avez raison de dire que nous avons repris notre destin en mains puisque nous sommes désormais capables de déterminer à quel rythme nous souhaitons développer ce projet. Ce n'est pas pour cela que nous allons nous lancer dans le développement de cette centrale si les conditions ne sont pas réunies, notamment les conditions de rentabilité. C'est ce qui nous occupe aujourd'hui. À nouveau, la poursuite de notre effort vis-à-vis des autorités américaines et de l'ensemble des parties prenantes pour déterminer dans quel cadre nous serions capables de lancer ce projet, et tout ceci est conforme à ce que nous avons annoncé lors de l'opération Constellation.

Henri PROGLIO

Les mines : EDF est le premier acheteur d'uranium au monde, ce qui n'est d'ailleurs pas une surprise quand on sait que nous sommes, comme vous le savez, le premier opérateur nucléaire. Nous avons la plus grande flotte nucléaire au monde, avec actuellement, sous contrôle direct, 74 réacteurs en fonctionnement, plus les nouveaux qui sont en cours de construction. Les 74, ce sont 58 réacteurs français et 16 en Grande-Bretagne, auxquels s'ajoutent les réacteurs en cours de construction, bien sûr en France et en Grande-Bretagne, auxquels s'ajoutent des participations que nous avons depuis longtemps de partenariat avec les Chinois et la participation de 30 % dans Taishan, les deux réacteurs en cours de construction en Chine. Rien que sur les 74 réacteurs que nous gérons actuellement en direct, nous représentons le premier parc mondial et donc nous sommes le premier acheteur d'uranium au monde. Que nous essayions de sécuriser nos ressources en combustible, paraît une évidence, et ça passe évidemment par la négociation de contrats à long terme avec tous les acteurs mondiaux, fournisseurs de combustible – y compris AREVA.

Nous nous intéressons donc à consolider cette position et l'idée de participer à des opérations minières n'est pas exclue pour autant. Ce n'est pas une actualité brûlante, donc nous n'avons

Transcription intégrale

pas vocation à être un acteur ou à acheter telle mine, qu'il s'agisse de celles d'AREVA ou d'autres. On s'intéresse simplement à l'évolution de notre approvisionnement et nous verrons dans l'avenir, sous quelle forme cela peut se faire. Certaines participations à des mines pourraient être envisagées, le cas échéant. C'est en tout cas le seul sujet de principe qui a été évoqué lors d'une discussion récente qui a donné lieu à un article de presse. Le partenariat avec AREVA étant une des voies de renforcement de cette sécurité.

Sur l'international, bien entendu, comme vous le savez, nous avons déjà des positions fortes. On l'a dit tout à l'heure : la Grande-Bretagne, où nous sommes le premier opérateur en matière d'énergie électrique. Les positions italiennes, les positions en Europe centrale, les positions aux États-Unis ou en Asie font de nous un grand acteur mondial. Pour autant, nous avons vocation à continuer ce développement, bien entendu, à la fois en croissance organique - on le dit insuffisamment, donc il est important pour nous de démontrer que nous sommes capables de nous développer par croissance organique - et du fait de l'expertise susceptible d'être mise en œuvre, sur de nouveaux marchés à l'international. C'est en cours de négociations pour un certain nombre d'entre eux – je ne m'attarderai pas sur ces sujets-là – sous des formes juridiques diverses, et ce sera le cas de façon bien entendu très sélective, d'opérations de croissance externe.

Vous savez déjà que nous nous intéressons à la Pologne, puisque nous sommes en négociations exclusives avec le gouvernement polonais pour une privatisation dans ce pays. Ce sera le cas dans d'autres horizons géographiques. Je ne serai pas beaucoup plus précis aujourd'hui.

Par ailleurs, nous sommes en cours de négociations de notre partenariat en Italie puisque l'échéance du contrat de partenariat est en cours. Voilà les sujets. On a beaucoup de perspectives, et de sollicitations sur des développements internationaux, le besoin en énergie est de plus en plus crucial. L'évolution, la rareté de l'énergie sont à l'évidence des sujets de

Transcription intégrale

préoccupation, dans beaucoup de pays, il y a des réflexions sur ce sujet, qu'ils soient industrialisés ou réputés en développement, mais vous savez que tel pays en développement a conquis la deuxième place mondiale de l'économie mondiale hier, donc il faudrait revoir nos qualificatifs en ce qui concerne un certain nombre de pays. Je citais la Chine, bien évidemment, en particulier. Donc, nous sommes présents sur tous ces continents. Nous avons inauguré récemment le barrage de Nam Theun au Laos, qui est une formidable réussite et une vitrine de la compétence du Groupe EDF dans le domaine de l'hydraulique. Certains des membres du comité exécutif ici présents ont contribué dès le départ à cette formidable aventure qui date d'il y a maintenant à peu près quinze ans. C'est une réussite spectaculaire et exemplaire, une preuve de plus qu'EDF peut rayonner très loin de son territoire national, dans des domaines d'expertise qui sont les siens, et sans avoir pour autant à acheter sa place dans le marché mais au travers de sa compétence, et ainsi renforcer son potentiel de développement par le développement de cette expertise à l'international. C'est ce que nous ferons sur l'ensemble des compétences du Groupe, qu'il s'agisse de l'amont du cycle, qu'il s'agisse des réseaux ou qu'il s'agisse de l'aval. C'est un des sujets qui seront abordés plus précisément lors de notre réunion du printemps, lorsqu'on déclinera les perspectives internationales du Groupe.

Thomas Piquemal

Je profite de quelques questions internet. Sur la *guidance* d'EBITDA est-ce que ce chiffre de 2 à 2,2 inclut des opérations de croissance externe majeure ? La réponse est non. Et si nous devions procéder à des opérations de croissance externe majeures, comme celles que vient d'indiquer le président Henri Proglio, nous vous communiquerions l'effet sur nos ratios de crédit et les mesures que nous prendrions pour satisfaire à notre volonté de maintenir notre *rating*.

Transcription intégrale

Une autre question sur la *guidance* d'EBITDA sur le prix de l'ARENH. Notre prévision d'EBITDA tient compte d'un prix de l'ARENH en cohérence avec le TaRTAM comme c'est dit dans la loi. D'après nos calculs : 42 euros. Si nous n'avions pas 42 euros, quel serait l'effet d'un euro en moins sur notre chiffre d'EBITDA ? Etant donné qu'aujourd'hui nous vendons 80 TWh au TaRTAM, si nous perdions un euro sur ces 80 TWh, nous perdions 80 millions d'euros en année pleine, c'est-à-dire 40 millions sur le second semestre.

À nouveau, ce n'est qu'un effet sur six mois de l'année et qui ne reflète pas du tout l'impact sur les comptes du Groupe, sur sa rentabilité et son équilibre de *cash-flow* pendant les années à venir.

Benjamin LEYRE

Bonjour, Benjamin Leyre, d' Exane BNP Paribas. Trois questions s'il vous plaît : premièrement sur les provisions nucléaires. Pouvez-vous revenir sur votre niveau de confiance, sur le montant des provisions actuellement au bilan, en ce qui concerne le stockage des déchets et nous rappeler quand va se situer la date de révision ou d'audit des coûts liés au stockage des déchets nucléaires ?

Deuxième question : quel va être le rythme de constitution des actifs dédiés en 2011 et 2012 ?

Troisième question : y a-t-il un risque d'exécution sur la vente de votre participation dans EnBW ? On entend un risque de procès, de remise en cause de la chose. Merci.

Thomas PIQUEMAL

Sur les provisions nucléaires, vous faites référence à un certain nombre de commentaires sur une éventuelle révision des coûts d'enfouissement profond. Nous n'avons aucune information sur des budgets qui seraient révisés ou sur des nouveaux devis. C'est la raison pour laquelle nous avons maintenu la provision au même niveau que l'année précédente, aux phénomènes

Transcription intégrale

d'actualisation près. C'est dans le courant de l'année 2011 que nous devrions avoir d'autres informations, puisqu'un certain nombre de groupes de travail sont constitués et devraient être réunis d'ailleurs dans le courant de cette année. Existe-t-il un risque d'exécution sur EnBW ? La réponse est non. Il n'y a aucune condition suspensive autre que l'anti-trust, condition qui a été remplie. Nous nous attendons donc à une réalisation définitive de cette opération dans les jours qui viennent. Quant à la dotation sur les fonds dédiés, nous pouvons estimer un montant d'environ 40 millions par mois au lieu de 80 auparavant. C'est-à-dire environ 450 millions d'euros sur l'année 2011, un montant fortement réduit du fait de l'apport de 50 % des titres RTE.

Un analyste

Je voudrais vous poser une question un peu qualitative : vous nous avez présenté un tableau de la situation d'EDF en 2010 assez favorable, tant sur le plan des résultats courants que de la réduction des risques d'ensemble du Groupe. D'autre part, pour 2011, vous prévoyez que la situation continuerait d'évoluer dans un sens relativement positif. Si on rapproche ce portrait que vous venez de faire d'EDF, de la situation des cours de Bourse, on a le sentiment d'un contraste assez radical. Bien sûr, vous n'êtes pas la seule société du secteur à souffrir en Bourse si je puis dire, mais on peut se demander aussi si derrière cette apparence relativement lisse et assez positive de votre Groupe, il ne se cache pas quand même un certain nombre de problèmes fondamentaux que vous aurez sans doute l'occasion d'évoquer dans votre réunion stratégique des prochains mois. Que pouvez-vous répondre à cela, s'il vous plaît ?

Henri PROGLIO

Y-a-t-il des risques sous-jacents ? Encore une fois, il n'y a pas d'activité sans risque. Pour autant, aujourd'hui, la visibilité du Groupe dans son secteur d'activité est très bonne par

Transcription intégrale

rapport à d'autres groupes du même secteur d'activité. Encore une fois, dans le métier de l'énergie, nous avons un profil de risque particulièrement bien maîtrisé. Nous n'avons pas dressé une photographie optimiste mais simplement réaliste. Les sujets essentiels, quels étaient-ils lorsque j'ai pris en main les destinées de cette très belle entreprise ? D'abord, la capacité de production et donc l'efficacité du parc. Aujourd'hui, je crois qu'on peut dire que le point d'inflexion a été atteint et que l'amélioration progressive de l'efficacité économique de notre parc de production est au rendez-vous, qu'il s'agisse encore une fois, du thermique, de l'hydraulique ou du nucléaire, en France et à l'international, et je me réfère à l'exemple britannique.

Deuxièmement, la mobilisation des équipes, je crois que c'est très important : le climat social, la capacité à souder les équipes autour d'un projet. Je pense qu'à cet égard, et sans rentrer dans les chiffres, je voudrais souligner qu'on a un climat social apaisé. Cela n'était pas tout à fait le cas fin 2009. Cela a aussi contribué à l'amélioration des performances, de la capacité de production et de la performance globale de l'entreprise et de l'outil au cours de l'exercice 2010. Nul doute que nous essaierons de continuer dans ce domaine-là à améliorer encore la situation au cours des exercices qui viennent.

Troisièmement, le règlement de sujets épineux, c'était le cas du sujet américain qui a été traité. C'était le cas d'un certain nombre de risques liés aux actifs dans les comptes et ce qui nous a conduits à faire des provisions qui figurent dans le bilan mais qui, au fond, concernent des sujets, pour l'essentiel, inhérents aux exercices antérieurs. Il fallait redonner au Groupe une forme de parole et de capacité de se faire entendre, pas exclusivement en France, et je prends l'exemple de la Grande-Bretagne, j'ai rendu hommage à l'équipe britannique dirigée par Vincent de Rivaz tout à l'heure, et c'est vrai que la nouvelle réglementation britannique qui est extrêmement importante pour l'avenir du groupe est très significativement en amélioration par rapport à la situation préexistante. C'est le résultat d'un travail acharné, de

Transcription intégrale

conviction qui a connu un début de dénouement puisque la réglementation est en cours d'approbation avec notamment un prix du carbone, un plancher de prix du carbone qui a été dans le principe arrêté par les pouvoirs publics britanniques. On n'a pas assez commenté le vote intervenu à la Chambre des communes où 97 % des députés britanniques ont voté pour le plan nucléaire. Je crois que c'est quelque chose qui est passé relativement inaperçu mais qui est un véritable événement dans notre secteur d'activité. Je crois que nos équipes n'y ont pas été totalement pour rien.

On pourrait également parler du problème de l'endettement du Groupe. En arrivant, on a souligné, qu'au fond, l'un des sujets de préoccupations était la dette. Ce sujet, à défaut d'être définitivement réglé, est derrière nous. La flexibilité financière du Groupe a été reconstituée, même s'il n'est pas toujours facile de vendre des actifs pour lesquels nos équipes ont réussi à améliorer considérablement les performances ce qui rend leur valeur de marché d'autant plus significative. Ça a été le cas des réseaux britanniques, notamment. Donc, flexibilité retrouvée. Ça nous servira à quoi ? Pas à contempler notre bilan en se disant que nos ratios sont améliorés. Certes, on a la *compliance* par rapport aux règles naturelles qui nous sont imposées par le monde extérieur et notamment par les agences de notation mais on a une flexibilité qui nous permettra de faire des investissements bien choisis, qu'il s'agisse d'investissement de croissance organique ou de croissance externe, et qui contribueront aux résultats de l'entreprise. Ce que je vous dirai au cours de notre réunion, ce n'est pas qu'on va découvrir des risques, mais c'est que, au fond, le profil des risques de l'entreprise ayant été nettement amélioré, on peut désormais construire notre développement de façon saine, ambitieuse, et en même temps exigeante.

Que ce ne soit pas encore reconnu dans les comptes bien sûr, on le constate. Parce que des incertitudes demeurent sur notamment les conditions d'exercice de notre activité française et tant que le règlement des sujets n'aura pas été définitif, on ne peut pas empêcher le marché

Transcription intégrale

de spéculer sur les déclarations des uns ou des autres, qui conduiraient à un appauvrissement du Groupe et à une remise en question de ses équilibres économiques si on devait déroger au principe de considération du coût de revient complet quand on cède des biens industriels... Donc, cette spéculation est encore d'actualité. Elle impacte le cours de bourse au-delà même du raisonnable, mais c'est ainsi. Attendons donc que les décisions aient été arrêtées pour porter un jugement sur l'évolution du cours de bourse après que ces éléments d'informations et donc de conditions économiques de fonctionnement du Groupe aient été arrêtés.

Et puis, bien évidemment, comme l'a dit Thomas tout à l'heure, nous sommes prudents dans nos assertions, dans nos objectifs. On a surperformé légèrement, mais surperformé quand même de façon non négligeable, ce qui avait été promis l'an dernier. Nous n'avons aucune ambition de décevoir, donc nous annonçons pour 2011 des chiffres prudents, qui ne sont pas nos objectifs internes mais des chiffres prudents en tout cas sur lesquels nous vous rendrons des comptes. Et puis, nous n'avons pris aucune hypothèse de remplacement autre que monétaire des sommes dégagées par le désendettement.

Nous ne sommes pas menacés d'OPA, bien entendu, enfin pour l'instant en tout cas. Nous avons quelques inconvénients à avoir un capital stable et la Bourse finira par reconnaître notre valeur. Je crois que le marché, comme vous l'avez dit, ne nous estime pas à notre vraie valeur, mais il nous appartient de le démontrer.

Myriam Cohen, Alpha Value

J'ai deux questions : à quelle date est-ce qu'on aura un bilan d'ouverture dans le nouveau périmètre ? À quel moment on pourra travailler avec un bilan nouveau périmètre puisque là, on est toujours sur le bilan de l'ancien périmètre ?

Je voudrais savoir quand vous avez parlé de l'ARENH, du prix de 42 €/MWh et que vous avez donné un chiffre mensuel, est-ce que c'était simplement les reprises du TaRTAM ou est-ce que

Transcription intégrale

ça tenait compte de la possibilité de vendre 25 % de la production nucléaire, c'est-à-dire si au lieu d'avoir 42, il y avait 40, est-ce qu'on pourrait évaluer ce que cela coûterait en EBITDA pour 25 % de la production du nucléaire ?

Thomas PIQUEMAL

Le bilan d'ouverture à l'exception d'EnBW, c'est celui du 31 décembre 2010. La seule opération qui n'est pas encore comptabilisée, c'est le désendettement lié à EnBW, sinon le bilan tient compte de la déconsolidation de RTE donc vous aurez le bilan avec l'opération EnBW lors de notre prochaine communication des comptes, c'est-à-dire pour la clôture au 30 juin.

Sur cette question de l'ARENH, Pierre pourra vous répondre plus précisément.

Pierre LEDERER

Sur l'ARENH, je pense qu'on peut peut-être montrer les deux petits transparents qui avaient été préparés. L'application de la loi, donc cohérence avec le TaRTAM pour le prix initial, donne pour un calcul sur le portefeuille de clients fournis par EDF, un prix initial de 42. Je veux juste vous faire entrer dans la mécanique de calcul qui est au fond un calcul très simple, mais où il y a beaucoup de données à manier, et encore quelques hypothèses qui restent à fixer. Les trois hypothèses qui rentrent en jeu, c'est bien sûr le périmètre de calcul, sur lequel le calcul est effectué, qui va déterminer la forme de la courbe de consommation et donc le prix de la part moyenne en énergie du TaRTAM, et ce que vous voyez sur la partie gauche du graphique, c'est qu'il y a plusieurs versions du TaRTAM : TaRTAM A, B, C. Ce qui amène, quand on fait tous les calculs encore une fois sur notre portefeuille à une part moyenne en énergie du TaRTAM en 2010, à 45,5 euros/MWh avec des coûts d'acheminement et des coûts commerciaux à 12,1 euros/MWh. Si maintenant, on essaie de faire un calcul en cotation NOME, où l'inconnue c'est le prix de l'ARENH, à volume fixé et à prix de marché fixé qui sont deux hypothèses qui

Transcription intégrale

restent à déterminer, encore une fois, nous avons fait des calculs avec ces différentes hypothèses et on arrive ainsi à ce 42.

Alors, pour donner un petit peu plus de détails, c'est une *slide* un peu rébarbative, mais je pense qu'il est utile d'insister sur le fait que, sur la partie gauche, vous avez un tableau où on a essayé de faire figurer la plage des valeurs possibles vue d'aujourd'hui, le prix de marché de base pour l'année 2012. On a retenu une fourchette, la plus vraisemblable entre 51,5 et 53,5 et sur le taux d'ARENH en fonction de ce que nous connaissons des décrets qui sont à un stade d'élaboration relativement avancé mais qui ne sont pas encore définitifs, bien sûr, il semblerait qu'il soit raisonnable de retenir un volume d'ARENH pour les clients alimentés au TaRTAM qui va entre 82 et 88 %. Vous voyez que dans la zone verte, sur le portefeuille des clients fournis par EDF, le résultat des calculs est assez systématiquement au-dessus de 42 euros/MWh, ceci avec un écart entre les prix de pointe et les prix de base du marché, de 13 euros/MWh, ce qui est un peu la moyenne des derniers mois.

Il y a un élément qui n'est pas encore connu, puisqu'il est maîtrisé par la Commission de Régulation de l'Énergie, c'est la forme de la courbe de charge des clients qui sont alimentés au TaRTAM par nos concurrents. Seule la Commission de Régulation connaît ces clients et au fond, la question est de savoir quel est le mélange de clients alimentés par nos concurrents entre les différentes versions du TaRTAM qui est peut-être légèrement différent entre le portefeuille EDF et le portefeuille de nos concurrents. Dans les deux cas, il faut faire des calculs qui sont rétablis sur une durée annuelle puisque certains des concurrents, certains des clients ont pu, pendant l'année, arbitrer entre le TaRTAM et les prix de marché, puisque le TaRTAM est une formule tarifaire avec des prix saisonnalisés. D'après nos estimations, l'écart maximum sur le résultat devrait être compris entre + et -0,5 euro/MWh, ce qui donc était notre relative sérénité sur le fait que l'application de la loi donnera 42 euros/MWh.

Transcription intégrale

Thomas PIQUEMAL

Pour poursuivre sur la question de Madame qui portait sur l'impact sur nos comptes de ce 1 euro, maintenant que le détail de calcul a été expliqué par Pierre, comme nous vendons 80 TWh au TaRTAM, 1 euro, c'est 80 millions d'euros en moins d'EBITDA sur un an sur notre rentabilité normative 2010. Donc, sur 2011, c'est juste le calcul qui fait référence à l'objectif que j'ai donné pour 2011, c'est 40 millions sur six mois. Mais à nouveau, ce qu'il faut voir, c'est que c'est juste un effet sur six mois, par rapport aux chiffres prévisionnels que j'ai donnés sur 2011.

Vincent DE BLIC, JP Morgan Cazenove

J'avais trois questions s'il vous plaît, la première sur le sujet de la loi Nome justement : est-ce que vous pouvez partager avec nous votre meilleure estimation du calendrier d'annonce du point de départ de l'ARENH, de publication décret avec ce qu'il y aura dans les décrets, le point de départ, justement, la formule d'évolution, qualitativement ou quantitativement ?

Deuxièmement sur Dalkia, quelle est votre position, où en sont les choses ? Est-ce que vous pensez toujours que c'est la meilleure organisation et la meilleure façon d'être présent dans le secteur des services à l'énergie ?

Troisièmement, est-ce que sur le sujet des provisions pour retraite, tout est bordé, tout est bouclé dans les comptes à fin 2010 ou est-ce qu'il y a encore un risque résiduel suite à la réforme ? Merci.

Henri PROGLIO

Le calendrier qui a été annoncé par le gouvernement, parce que nous sommes comme vous en attente de la décision, c'est fin mars pour les décrets et par conséquent sur l'ensemble des

Transcription intégrale

éléments d'information sur à la fois le prix de l'ARENH et puis les évolutions ultérieures. Application fin du premier semestre.

Sur Dalkia, encore une fois, rien de très nouveau par rapport à ce que vous connaissez, c'est-à-dire qu'au fond EDF et Veolia ont signé cet accord de coopération en 2000. Ça fait maintenant un peu plus de dix ans, anticipant le fait que l'évolution et la convergence entre les métiers de l'environnement et ceux de l'énergie seraient vraisemblablement un élément fort du paysage urbain de l'avenir. Aujourd'hui, dix ans plus tard, on ne peut que s'en réjouir. Cette coopération se renforce de façon significative et constante sur le terrain. J'ai bien des exemples à donner qui illustrent, mais je crois que ce n'est pas l'ordre du jour de cette réunion, mais dans la vision stratégique, on pourrait y revenir si vous le souhaitez.

Donc voilà, EDF, c'est quand même le grand acteur mondial de l'énergie centralisée avec son cœur de métier dans l'électricité, et ses développements dans le domaine du gaz. Dalkia, c'est le premier opérateur mondial en matière d'optimisation énergétique pour le compte de collectivités locales et de groupes industriels. C'est un acteur important de l'énergie décentralisée, notamment dans des pays qui disposent de chauffage urbain comme source d'appoint de production énergétique. C'est le cas dans beaucoup de pays d'Europe centrale et orientale, où notre coopération est à l'origine d'un développement très important. Voilà où on en est, donc rien dans la géographie actuelle ne nous amène à contredire cette ambition originelle. On verra l'évolution ultérieurement.

Thomas PIQUEMAL

Vous aviez une question sur la réforme des retraites et l'impact sur EDF. Votre question était de savoir si tout avait bien été pris en compte dans le bilan au 31 décembre 2010. Je confirme,

Transcription intégrale

d'autant plus que ça n'a en fait pas d'impact puisque le surcoût de la réforme passe en charge actuarielle et donc vient en fait augmenter la provision tous les ans, d'environ 50 millions d'euros, mais le coût global est amorti sur la durée de constitution de ces provisions. C'est la raison pour laquelle vous ne voyez pas d'effet sur nos comptes. Je rajoute d'ailleurs qu'il y a un certain nombre d'effets positifs qui viennent en partie compenser cet effet de la réforme des retraites.

Louis BOUJARD – Aurel BGC

J'aurais trois questions, la première en ce qui concerne les provisions sur l'Italie, est-ce que vous pourriez redonner le détail sur la partie qui reviendrait à Fenice, la partie qui reviendrait à Edison. Notamment, est-ce que cette provision tient compte d'un échec des renégociations dans les contrats gaziers ?

Deuxième question en ce qui concerne à nouveau l'objectif de dette nette sur EBITDA, vous en avez déjà parlé plusieurs fois, mais est-ce qu'on peut considérer qu'à horizon par exemple 24 mois, compte tenu du deleveraging du bilan que vous avez eu sur 2010 et 2011, est-ce qu'un retour dans un niveau de 2,5 fois dette nette sur EBITDA, compte tenu de la croissance externe, peut être un niveau qui vous semble correct, compte tenu de vos capacités d'investissement et de vos capacités à terme ?

Troisième question : lors de la publication du chiffre d'affaires T3, Thomas Piquemal, vous aviez mentionné notamment des capacités dans l'approvisionnement du Groupe à trouver des économies. Est-ce que vous pourriez revenir sur ce sujet et d'ailleurs éventuellement mentionner si ces capacités d'économies sont intégrées dans votre objectif de 4 à 6% de croissance d'EBITDA sur 2011 ? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Transcription intégrale

Sur l'Italie, je vais être très précis et très clair, autant que l'on peut l'être. Nous avons déprécié le goodwill de Fenice qui est environ à un peu plus de 100 millions d'euros. Pour le reste, je ne donnerai pas de détails, puisqu'il s'agit d'un certain nombre de risques globaux qui ont été provisionnés sur l'ensemble des actifs, dont j'ai mentionné tout à l'heure qu'il s'agissait de Fenice, TDE et Edison, mais je ne souhaite pas donner de détail sur l'allocation de cette provision.

Sur le ratio de dette sur EBITDA, difficile de se projeter à 2 ans sans vous donner l'ensemble de la photo du Groupe. Simplement, même si nous procédons à ces opérations de croissance externe, nous resterons en-dessous de 2,5 fois dette sur EBITDA. Comme je l'ai dit tout à l'heure, notre objectif est naturellement de maintenir notre *rating*.

Enfin, le plan sur les achats : bien sûr, il est intégré dans ces chiffres. Marginalement, simplement, puisqu'il s'agit d'un plan d'optimisation des achats à l'échelle du Groupe et de synergies, et dont les effets se verront surtout dans les années 2 et 3. Bien sûr, toutes les équipes sont à pied d'œuvre, le potentiel est là. Nous avons préféré ne pas vous donner d'informations détaillées sur cet aspect-là, dans l'attente de la vision à trois ans que nous pourrions vous communiquer au printemps, comme convenu, puisque, à nouveau, plutôt que de donner des éléments partiels, autant vous donner la photo globale en même temps et nous le ferons dès que possible, au printemps, lorsque nous aurons les principaux paramètres de l'ARENH et de la formule d'évolution un peu mieux connus.

Henri PROGLIO

Merci infiniment à nos analystes financiers pour leurs questions.

Merci infiniment.

=====Fin de la présentation des résultats annuels=====

Transcription intégrale
